



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nîmes, le **25 OCT. 2023**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 2023-063 DREAL
concernant le changement d'exploitant d'une carrière de roche calcaire, d'une station de
transit et leurs installations connexes,
exploitées sur le territoire de la commune de VERS-PONT-DU-GARD,
aux lieux-dits Les Bracoules et Le Roc Plan

Nouvel exploitant : SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA)

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L 181-14 et R 181-45, R 181-47, R 512-68 et R 516-1 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEF-2016-163 du 13 juillet 2016 portant autorisation de défrichement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 17-090N du 17 juillet 2017 autorisant la société LA PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de VERS-PONT-DU-GARD aux lieux-dits Les Bracoules et Le Roc Plan ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-084 DREAL du 8 décembre 2021 modifiant la desserte de la carrière susvisée ;
- Vu** le porter à connaissance de demande de transfert d'autorisation - daté du 21 août 2023, reçu à la Préfecture le 22 août 2023, incluant une demande de changement d'exploitant au bénéfice de la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA), dont le siège est situé 9008 chemin du Mas de Rey à UZES (30700) ;
- Vu** les éléments complémentaires reçus par courriels des 2 puis 3 octobre 2023 ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier ;
- Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie en date du 3 octobre 2023 proposant d'autoriser le changement d'exploitant, entraînant transfert de l'autorisation environnementale ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé n° 2C16981120842 du 4 octobre 2023, distribué le 6 octobre 2023 ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 18 octobre 2023 stipulant qu'après lecture du projet d'arrêté préfectoral complémentaire, il n'émet aucune observation sur ledit projet ;
- Considérant** que la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA), dispose des capacités techniques et financières, nécessaires pour lui permettre d'exploiter les installations susvisées et de prévenir les dangers et inconvénients de celle-ci, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA), s'est engagée à mettre en place les garanties financières actualisées relatives à la deuxième phase quinquennale en cours par la fourniture d'un acte de cautionnement en cours de validité ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est instruite dans les formes prévues à l'article R 181-45 de ce même code ;

Considérant que la maîtrise foncière doit être justifiée pour l'ensemble des 12 parcelles concernées par la présente autorisation environnementale à délivrer à la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA).

Considérant que l'article R181-45 du code de l'environnement indique notamment que *"les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R 181-18 et R 181-22 à R 181-32. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L 181-3 et L 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.../..."* ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

Considérant qu'il convient de modifier les prescriptions des articles 1.1, 1.3.1 et 1.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 ;

Considérant qu'il convient de modifier la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant autorisation de défrichement n°DDTM-SEF-2016-163 du 13 juillet 2016 ;

Le pétitionnaire informé ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Les prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

La SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) (SIRET 952 769 479 00017), dont le siège social est situé 9008 chemin du Mas de Rey à UZES (30700), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de VERS-PONT-DU-GARD, aux lieux-dits Les Bracoules et Le Roc Plan, les installations suivantes :

- une carrière de roche calcaire (pierre de taille),
- une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes,
- des installations connexes présentes dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension initialement déposé en préfecture le 19 mai 2016, complété par les éléments déposés le 17 octobre 2016.

La SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées aux autorisations susvisées, notamment à l'arrêté préfectoral n° 17-090N du 17 juillet 2017 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de VERS-PONT-DU-GARD aux lieux-dits Les Bracoules et Le Roc Plan ainsi qu'à l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEF-2016-163 du 13 juillet 2016 portant autorisation de défrichement. Un exemplaire de chacun des arrêtés précités est joint au présent arrêté.

L'adresse administrative (postale) est : 684 chemin des Carrières - 30210 VERS-PONT-DU-GARD.

ARTICLE 2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE

Les prescriptions de l'article 1.3.1 de l'arrêté d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Nature de l'activité	Volume d'activité	Régime *
2510-1	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) 1. Exploitation de carrières	Superficie totale de la demande : 3ha 38a 40ca Superficie de la zone d'extraction : 9 000 m ² Gisement global extrait : 62 320 m ³ 118 408 tonnes Durée : 30 ans (à compter de juillet 2017) Production de pierre de taille : - moyenne annuelle : 2 000 m ³ soit 3 800 tonnes - maximum annuel : 3 000 m ³ soit 5 700 tonnes Côte maximale d'extraction : 66m NGF	A
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Superficie maximale de l'aire de stockage : 8300 m ²	D

* A : Autorisation ; D : Déclaration

ARTICLE 3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les prescriptions de l'article 1.3.2 de l'arrêté d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations autorisées sont situées sur la commune de VERS-PONT-DU-GARD, lieux-dits et parcelles suivants :

Lieu-dit Section	Parcelle	Statut	Surface cadastrale totale (m ²)	Surface cadastrale autorisée (m ²)	Propriétaire
Les Bracoules Section A	979p	Renouvellement	4080	2400	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	980	Renouvellement	2840	2840	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	981	Extension	185	185	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	982	Renouvellement	1570	1570	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	1619p	Renouvellement	17908	11300	Mairie
Les Bracoules Section A	1777	Extension	320	320	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	1795p	Extension	5650	1750	Mairie
Les Bracoules Section A	1796	Extension	430	430	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	1798	Extension	300	300	SCI LES CARRIERES
Les Bracoules Section A	1800	Renouvellement	8600	8600	SCI LES CARRIERES
Le Roc Plan Section A	126	Extension	4110	4110	SCI LES CARRIERES
Le Roc Plan Section A	1776	Extension	35	35	SCI LES CARRIERES
Surface totale			46028 m ²	33840 m ²	

Un plan cadastral au 1/2000^e est annexé à l'arrêté préfectoral n° 17-090N du 17 juillet 2017 susvisé (annexe I).

ARTICLE 4. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les prescriptions de l'article 1.5.2 de l'arrêté d'autorisation n° 17-090N du 17 juillet 2017 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Les montants minimum retenus par l'exploitant pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

Phase d'exploitation	Période	Montant en € TTC
Phase quinquennale n°1 (échue)	0 - 5 ans	34 723 *
Phase quinquennale n°2 (échue)	5 - 10 ans (juillet 2022 - date de notification nouvel AP de transfert d'autorisation)	42 787 **
Phase quinquennale n°2 (en cours)	5 - 10 ans (date de notification nouvel AP de transfert d'autorisation - juillet 2027)	44 124,30 ***
Phase quinquennale n°3	10 - 15 ans (juillet 2027 - juillet 2032)	35 140,10 ***
Phase quinquennale n°4	15 - 20 ans (juillet 2032 - juillet 2037)	38 568,60 ***
Phase quinquennale n°5	20 - 25 ans (juillet 2037 - juillet 2042)	38 797,30 ***
Phase quinquennale n°6	25 - 30 ans (juillet 2042 - juillet 2047)	28 536 ***

* index TP01 = 101,2 (mai 2016 publié au JO du 13/08/2016)

** montant actualisé avec index TP01 = 124,7 (mars 2022 publié au Jo du 14/05/2022)

*** La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières actualisées à compter de la date de notification du présent arrêté, est 128,6 (juillet 2023, publié au J.O. du 16/09/2023).

Les plans des garanties financières correspondant aux phases mentionnées ci-dessus sont joints en annexes IX à XIV de l'arrêté préfectoral n° 17-090N du 17 juillet 2017 susvisé.

ARTICLE 5. DOCUMENT ATTESTANT DE LA CONSTITUTION DE GARANTIES FINANCIÈRES

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) transmet au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières de la phase quinquennale en cours, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement.

Cet acte doit être transmis dans un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6. MAÎTRISE FONCIÈRE

L'exploitant doit justifier de la maîtrise foncière des 12 parcelles concernées par le périmètre ICPE autorisé et listées à l'article 3 du présent arrêté.

Les attestations de maîtrise foncière entre la SASU PIERRE DU PONT DU GARD AUTHENTIQUE (PPGA) et le(s) propriétaire(s) concernés doivent être transmises au Préfet dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, soit par voie postale, soit via l'application information "Telerecours Citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 8. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard,
le Maire de la commune de VERS-PONT-DU-GARD,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU